



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX DE DEBROUSSAILLEMENT DU PARC D'ACTIVITES DE SIGNES
POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 14 feuillets numérotés de 1 à 14

Table des matières

CHAPITRE I – GENERALITES	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	3
 CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES	 5
ARTICLE 4 – PRIX	5
ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION	6
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 8 – AVANCE	7
 CHAPITRE III – EXÉCUTION DE LA PRESTATION	 8
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION	8
ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE	8
ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 12 – ÉQUIPEMENTS	8
ARTICLE 13 – PENALITES	8
ARTICLE 14 – CLAUSE PENALE	9
ARTICLE 15 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
15.1 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	9
15.2 GESTION DES DECHETS	9
15.3 QUALITE DES EAUX	9
15.4 SANCTIONS	10
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 17 – RESPONSABILITE	10
ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	10
 CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	 11
ARTICLE 19 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS	11
 CHAPITRE V – RESILIATION DU MARCHE / LITIGES	 12
ARTICLE 20 – RESILIATION	12
20.1 RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
20.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	12
ARTICLE 21 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 22 – LITIGES	12
ARTICLE 23 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
23.1 NON VALIDITE PARTIELLE	12
23.2 REFERENCE	12
23.3 ANNEXES DE L'ACCORD-CADRE	13
23.4 LANGUE	13
23.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE	13
23.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	13
ARTICLE 24 – CLAUSES DE REEXAMEN	13
24.1 EVOLUTION DU NOMBRE DE SITES ENTRANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE	13
24.2 CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE	13
ARTICLE 25 – EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE	13
ARTICLE 26 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES	13
ARTICLE 27 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	13

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

L'accord-cadre porte sur la réalisation de travaux de débroussaillage sur des secteurs boisés du Parc d'Activités de Signes.

Les caractéristiques du besoin sont définies au CCTP.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

La présente consultation n'est pas allotie.

1.3 ASSISTANT A MAÎTRISE D'OUVRAGE

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sera assurée par l'Office National des Forêts, Agence Interdépartementale Alpes-Maritimes/Var.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement ses annexes dont le BPU ;
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire, conservé dans les archives de la CCI du Var, fait seul foi ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire, conservé dans les archives de la CCI du Var, fait seul foi ;
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 5) Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents ;
- 6) Les bons de commande ;
- 7) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- 8) L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours calendaires après réception de la notification du présent marché.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du VAR chaque année pendant la durée du marché. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Partie à bons de commande :

Les prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction du marché (date anniversaire de la notification) selon la formule suivante :

$$P = Po (0.15 + \frac{0.85 \times IPN}{IPNo})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

Po = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0, soit le mois de la date limite de réception des offres.

IPN = est la valeur de l'indice Travaux d'entretien d'espaces verts– Identifiant : 001711017 - Valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

IPNo = est la valeur de l'indice Travaux d'entretien d'espaces verts– Identifiant : 001711017 Valeur de l'indice de référence prise au mois m0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant la période de renouvellement. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire permettant de donner date et heure certaine à sa réception, dans un délai de deux mois à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 – AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation de travaux de débroussaillage sur des secteurs boisés du Parc d'Activités de Signes

ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché pour une première période d'un an. Passée cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour deux périodes supplémentaires d'une année.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution du marché commencent à courir à compter de la réception par le titulaire du bon de commande fixant la date de démarrage des prestations.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les bons de commande et ne peuvent excéder :

- **30 jours calendaires** pour une surface de débroussaillage **inférieure à 10 ha**,
- **50 jours calendaires** pour une surface comprise **entre 10 et 20 ha**,
- **70 jours calendaires** pour une surface **supérieure à 20 ha**.

ARTICLE 12 – ÉQUIPEMENTS

Le matériel employé devra être conforme aux normes réglementaires existantes ou à venir.

ARTICLE 13 – PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

En cas de retard dans la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché sauf prolongation accordée par le maître d'ouvrage pour motifs justifiés (intempéries et difficultés imprévisibles, etc.), il sera appliqué des pénalités forfaitaires de **150 €** par jour calendaire de retard.

Les autres pénalités applicables au marché sont les suivantes :

- Absence ou retard supérieur à 1 heure à un rendez-vous de chantier : **100 €** par retard ou absence.

Une excuse le matin même de la réunion ne sera pas acceptée. Pénalité applicable à partir de la 2^{ème} constatation.

- Non-respect des demandes d'intervention demandées par l'ONF ou la CCI du Var pendant les travaux : **100 €** par jour calendaire de retard et par demande.

- Manquement aux obligations en matière de bonne tenue du chantier : **100 €** par constat.

- Manquement aux obligations environnementales : **500 €** par constat

- Pénalités pour travail dissimulé : Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à **10,0 % du montant TTC** du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 – CLAUSE PENALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 13, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 19-1 du présent C.C.A.P, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

15.1 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire du marché assurera la mise en place, le suivi et le contrôle du respect des mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier. Il devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollution de toutes natures, tant atmosphériques, que terrestres ou aquatiques, notamment sur le chantier et en dehors des emprises de chantier. Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions.

15.2 GESTION DES DECHETS

Le titulaire du marché, producteur de déchets, prend à sa charge l'élimination de ces déchets. La CCI du Var pourra exiger à tout moment du Titulaire la communication des agréments des filières d'élimination ou de valorisation utilisés pour le traitement des déchets.

En matière de gestion des déchets de chantier des travaux, le titulaire est soumis à la réglementation générale au Code de l'Environnement et arrêtés préfectoraux en vigueur.

15.3 QUALITE DES EAUX

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout écoulement de produits ou matières polluantes dans les bouches d'eau pluviales et les réseaux d'eaux usées.

Le titulaire devra disposer, dans chacun de ses véhicules d'intervention, un kit absorbant pour intervenir en cas de pollution accidentelle.

15.4 SANCTIONS

Pour chaque manquement aux obligations environnementales constatées, le titulaire encourt l'application de la pénalité telle que prévue à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 13 et 20.1 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 17 – RESPONSABILITE

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 20-1 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 19 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

20.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 21 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 22 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS DIVERSES

23.1 NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

23.2 REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

23.3 ANNEXES DE L'ACCORD-CADRE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

23.4 LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

23.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

23.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 24 – CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre.

Elle porte sur :

24.1 EVOLUTION DU NOMBRE DE SITES ENTRANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'adjonction ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

24.2 CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 25 – EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre.

ARTICLE 26 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 27 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 1.2 du CCAG - FCS. A titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G.- FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G.F.C.S
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Assurance	art. 3	art. 9.2
Variation de prix	art. 5	art. 10.1
Pénalités – Clause pénale	art. 13 et art.14	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Dérogations	art 27	art 1.2